

fournir des indications quant aux défis que la conservation des éléphants devra relever à l'échelle du continent.

La déclaration sur le rôle de la communauté captive dans la conservation de l'éléphant africain, préparée par le GSEAF lors de la réunion au Burkina Faso en janvier 1998, a suscité l'intérêt en Afrique et au-delà. Je suis heureux de pouvoir annoncer que le sort des éléphants en captivité, qu'ils soient d'Afrique ou d'Asie, attire maintenant beaucoup plus d'attention. Il est certain que la situation des éléphants d'Asie, dont un beaucoup plus grand pourcentage vivent maintenant dans des camps de coupes de bois ou d'entraînement répartis dans leur aire de répartition, est très grave et requiert une action prioritaire urgente, mais il ne faut pas oublier les éléphants d'Afrique dans les discussions. En mai 1999, l'Association Zoologique Américaine organise une réunion spéciale aux Etats Unis, avec des experts venus d'Afrique et d'Asie, pour discuter des problèmes et aider à trouver des solutions constructives pour les éléphants que le sort a fait vivre en captivité.

La 41ème réunion du Comité Permanent de la CITES est terminée, et la décision d'autoriser une vente unique et limitée d'ivoire en provenance du Botswana, de Namibie et du Zimbabwe fait partie de l'histoire. Au moment où j'écris ceci, les ventes ont commencé dans les trois pays. Les chargements individuels doivent être rassemblés en un seul point et envoyés en un seul bloc d'Afrique australe vers le Japon. Nous ne connaissons pas encore les résultats de cette opération, mais au moment où ce *Pachyderm* sera à l'impression, ces ventes, les prix et les quantités d'ivoire vendues seront connus de tous. Bien des choses restent pourtant inconnues. Quel sera l'impact de ces ventes, s'il existe, non seulement dans le domaine politique mais aussi dans le contexte réel des éléphants? A court terme, on a établi un système d'"alarme rapide" au Secrétariat de la CITES, mais tout débat futur au sujet du commerce de l'ivoire exigera des Parties plus de temps et de précision quant aux conditions auxquelles serait soumis tout commerce ultérieur. Nous espérons que les membres du GSEAF pourront continuer à contribuer à la rigueur technique de tels débats, un défi que nous ne pouvons pas fuir.

Le système de contrôle des massacres illégaux d'éléphants (MIKE) et le Système d'Informations sur le Commerce des Eléphants (ETIS) ont été approuvés, et le Trust Fund de la CITES, ainsi que le Gouvernement Britannique ont promis des fonds pour la phase initiale de mise en oeuvre. Il y a eu beaucoup de confusion entre les objectifs respectifs de MIKE et de ETIS, et on a fait un amalgame malheureux entre l'adoption de ces systèmes et le processus d'approbation de la vente unique. Ces systèmes n'ont pas été conçus pour contrôler les effets des ventes récemment approuvées et ils n'ont pas pour rôle d'entériner de futures

décisions en matière de commerce. Mais plutôt que de préciser ce que ces systèmes ne sont pas, il est important de décrire ce qu'ils sont et ce qu'ils peuvent devenir s'ils gagnent l'engagement et le support des gouvernements et de leurs ONG, ainsi que des partenaires financiers.

Ces systèmes de contrôle devraient vraiment être considérés comme un pas important vers la reconnaissance du fait que les éléphants sont une ressource mondiale de grande valeur et que, en tant que tels, leur sort devrait être surveillé beaucoup plus sérieusement qu'il ne l'a été récemment. La mise au point d'un système destiné à apporter de meilleures informations aux gestionnaires et aux décideurs de tous niveaux est un excellent point de départ. Et s'il n'est pas possible de suivre ainsi chaque population de chaque pays, ETIS et MIKE sont l'occasion de lancer le genre de surveillance du commerce, de recherches sur le terrain et de récoltes de données qui sont, dans certains pays, tombées en désuétude et qui, dans d'autres, n'ont même jamais existé. Pour certaines des populations d'éléphants les plus importantes d'Afrique, spécialement celles d'Afrique centrale, MIKE donne l'occasion de veiller aux intérêts d'un grand nombre de sites très vulnérables. En Afrique de l'Ouest, ETIS et ses fichiers de données pourraient atteindre le fin fond des commerces locaux qui pourraient bien jouer dans le trafic de l'ivoire au départ de l'Afrique centrale, un rôle beaucoup plus important qu'on ne le croyait jusqu'ici. Ceci ne sera pas facile, et le succès de cette entreprise n'est pas plus garanti que celui de toute autre initiative lancée sur ces continents remuants que sont l'Afrique et l'Asie. Cela peut progresser par à coups, mais la critique sera certainement toujours présente. Je préfère concentrer mon énergie vers le progrès, avec la conviction que, comme la plupart des nouveautés, ETIS et MIKE vont croître, évoluer et s'adapter aux défis qui se présenteront. Je suis certain d'une chose: ces systèmes vont aider à donner à la conservation des éléphants en Afrique et en Asie, dans toutes ses composantes, le profil et le soutien nécessaires pour assurer à ces magnifiques créatures un avenir dans notre monde.

Le Secrétariat du GSEAF sera "en construction" pendant ces prochains mois. Alors que nous attendons des réponses à nos demandes de financement des activités de base de l'année prochaine, Lamine Sebogo, le Responsable des Programmes en Afrique occidentale et centrale revient au Burkina Faso où il sera basé au Bureau Régional de l'UICN pour l'Afrique de l'Ouest. J'ajoute encore, comme vous le savez tous, que mon très efficace Responsable de Programme de ces deux dernières années, Greg Overton, quitte le Continent des éléphants pour l'île de Madagascar. Je sais que vous vous joignez à moi pour remercier Greg pour tout le travail accompli et lui souhaiter bonne chance au moment où il s'aventure dans une vie "au-delà des éléphants".

GREG OVERTON

LETTER FROM THE EDITOR

For you who are unaware, this will be my last edition of *Pachyderm* as editor. I will be shortly taking up new challenges in the completely different arena of biodiversity conservation, in Madagascar. For those elephant and rhino people scratching your heads, yes, there is conservation outside large mammals, although it may not be as glamorous.

First of all, I would like to say that it has been interesting and enjoyable working with each of you with whom I have had a chance to interact. I have had the pleasant opportunity to read the interesting material that has come through the door of this office over the past two years.

Because elephants are highly charismatic megafauna, every aspect of their conservation is highly charged, both politically and emotionally. More so it seems, than with any other species. People of all walks of life have an opinion on elephants, especially those working in their conservation. It has been interesting listening to the various arguments and points of view on how best to conserve elephants, but also very difficult to remain outside the fray as everyone would like to draw me into the debate. I think I have heard all points of view, varying from each extreme of the conservation spectrum, from use 'em or lose 'em to do not touch. These debates become particularly acuminated when discussing trade in elephant ivory or trophy hunting of elephants.

While acting as editor over the past couple of years, I have noticed a disturbing partiality surrounding elephant conservation and the trade in ivory, which I would like to take a little editorial prerogative here, particularly since I am leaving, and expound upon. Because the question surrounding trade in ivory has become so highly political and emotional, I feel that many people and organisations concerned with elephants have lost sight of the ultimate goal, which is to do what is best for the elephant.

Since the CITES Convention of Parties 10 decision to downlist the elephant populations for Namibia, Botswana and Zimbabwe to Appendix II, which allows the one-off trade in ivory to Japan, there has been a huge campaign to reverse this decision based often times on false information. One example comes from a country in Africa where the national authority for wildlife management has deliberately passed along information that the trade in ivory is to re-open in Africa (it is NOT - see the AITESG chair report in *Pachyderm* 24), even when they know that this information is incorrect. The hope seems to be that it will stimulate a huge public outcry and justify their

position against the trade. While they may gain public support for their position, what also may occur is that poachers are given the green light and will recommence killing elephants for ivory, thinking that trade is legal once again. Is this their goal, to increase poaching levels, perhaps even to previously unmanageable levels just to say "I told you so"?

Another example is the maelstrom which currently surrounds the CITES monitoring system to Monitor the Illegal Killing of Elephants (MIKE). Many are trying to sabotage the development and implementation of the system because it is perceived to be linked with the eventual one-off trade by the three southern African nations in ivory. An Africa-wide monitoring system for elephants is needed, regardless of whether trade occurs or not. Why destroy something that will ultimately benefit elephant conservation just because it is attached to the CITES decision? Regardless of the decision to trade or not to trade, a monitoring system must be put in place for future management decisions. Sure there are problems with the system, but what continent-wide system will not have problems? It is a start in the right direction, and the system can evolve to better fit the needs of CITES and the countries involved. Should something beneficial for elephant conservation be destroyed on the hope that it MIGHT stop the one-off sale of ivory?

The decision on whether trade is resumed or not must be based on scientific evidence that it is either beneficial or harmful for elephant conservation. If it is demonstrated that the resumption of trade in ivory is resulting in increasing poaching levels and that elephant conservation efforts are suffering, then I could not agree more with those opposed - stop the trade. However, if trade is shown to benefit conservation efforts, then I would agree with those supporting trade - reopen the trade. I would like to see the problem examined a little more rationally and in an unbiased nature before a decision is taken. As scientists, everyone needs to maintain objectivity and a certain scientific rigor when analysing any situation, and this pertains to the trade in ivory as well as any other issue. I surely hope that people have not lost site of the "forest for the trees", and that elephant conservation is still the number one priority out there - not personal or political agendas.

Note: the views expressed in this editorial in no way reflect the opinions or policies of IUCN or the African Elephant Specialist Group.